

Ils vivent en caravane

« Parler de départs volontaires est une hypocrisie »



HASTIÈRE EST LA COMMUNE WALLONNE la plus concernée par l'habitat permanent dans les campings. Elle comptait 1.174 résidents en 2009, ce qui représente 22 % de sa population totale. © BRUNO ARNOLD/ASAP.

ENTRETIEN
 À côté des travailleurs sociaux mandatés par les communes ou les CPAS, d'autres veillent à l'accompagnement des résidents permanents dans les campings. Depuis deux semaines, ils sont en action. Dans le sud de la province de Namur, l'antenne ciancienne du mouvement militant namurois LST (Luttes solidarité travail) est précisément née autour de la problématique de l'habitat permanent. Fabien Lardinois baigne dans l'évolution du plan HP depuis ses débuts.

Quel regard posez-vous sur l'actualisation du plan Habitat Permanent ?

Il y a beaucoup à en dire. Sur la forme, depuis une quinzaine de jours, nous menons différentes actions. Nous sommes par exemple allés manifester au salon des mandataires, à Marche-en-Famenne. Une concertation avec les associations de terrain avait été promise sur l'actualisation du plan HP. Elle n'a pas eu lieu, nous l'attendons. Et nous trouvons que la manière dont l'actualisation est passée au gouvernement wallon, sans réelle discussion avec nous, est assez cavalière. Je parle ici d'associations comme LST, Solidarité nouvelle (NDLR : région de Philippeville et de Charleroi), Droit au logement différent (Mettet-Fosses) ou Miroir vagabond (Marche-en-Famenne, Hotton, Durbuy).

Et sur le fond ?

On vise à interdire les domiciliations en zone inondable. Le danger est que cette disposition soit utilisée par des bourgmestres - et nous ne voulons évidemment pas généraliser - pour écarter des gens qui devront aller voir ailleurs. Il y a aussi cette hypocrisie qui dit que tous les départs ne se feront que sur base volontaire. Or, on sait très bien qu'on ne peut pas vivre et développer des projets dans un contexte aussi incertain.

Selon vous, les solutions préconisées ne sont donc pas les bonnes réponses ?

La vraie question est de savoir comment et pourquoi certaines personnes en sont arrivées à s'installer dans une caravane ou un chalet. Il existe une part importante des résidents qui ne souhaitent pas partir. Ils sont dans un

logement qu'ils ont construit. Mais le climat général est incertain. On ressent beaucoup d'inquiétude. Il faut en tout cas être à l'écoute des résidents, savoir ce qu'ils souhaitent. Par exemple, au domaine du Maître François à Onhaye, les résidents veulent rester sur place, mais le problème qui se pose est que le camping ne peut pas être placé en zone d'habitat au plan de secteur, parce que trop éloigné des autres habitations. Il faut en tout cas aller vers une plus grande écoute des attentes des résidents, éviter les mesures unilatérales, réfléchir à d'autres formes d'habitat. Un placement en logement social, outre le fait qu'il en manque, est-elle la réponse ? Je n'en suis pas sûr. Il faudrait peut-être se tourner vers

l'habitat alternatif. Les situations peuvent être très différentes d'un camping à l'autre. Y a-t-il une formule miracle ? Si elle existait, on la connaîtrait depuis longtemps. Nous n'avons



« Nous n'avons pas de recette miracle. La meilleure approche est celle d'une personnalisation de chaque cas »

Fabien Lardinois, militant LST.

pas de recette miracle. La meilleure approche est celle d'une personnalisation de chaque cas. Dans les campings, il y a certaines constantes, comme les problèmes liés au paiement des factures collecti-

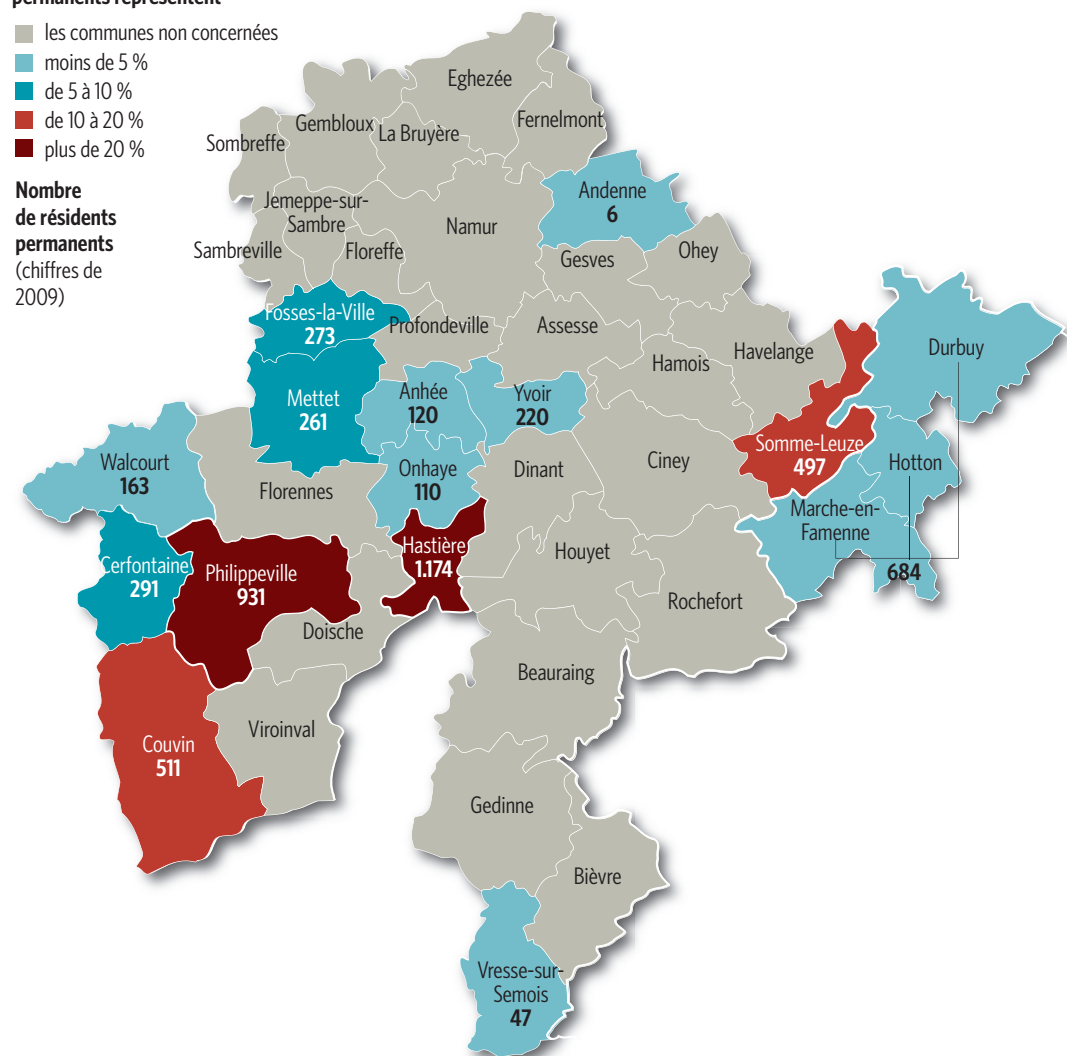
ves pour l'eau et l'électricité. Ou encore des problèmes de mise en conformité pour les zones qui ont été reconverties en habitat. Pour le reste, les situations peuvent effectivement être assez variées. Il faut y mettre les moyens. On a bien trouvé des milliards en peu de temps pour sauver les banques. Des moyens existent, c'est une affaire de priorités politiques. Il faut assurer un meilleur accompagnement pour permettre aux gens de sortir de l'insalubrité et de la copropriété. Tout transformer en dur n'est pas la panacée. Ce qui explique peut-être cette différence de discours est que les responsables parlent de réglementations. Nous, nous parlons du vécu des gens. ■ Propos recueillis par LUC SCHARÈS

NOMBRE DE RÉSIDENTS PERMANENTS DANS LES CAMPINGS EN PROVINCE DE NAMUR

Les communes où les résidents permanents représentent

- les communes non concernées
- moins de 5 %
- de 5 à 10 %
- de 10 à 20 %
- plus de 20 %

Nombre de résidents permanents (chiffres de 2009)



CE QUE DISENT DES ACTEURS CONCERNÉS

Eliane Tillieux (PS)
 Ministre de tutelle

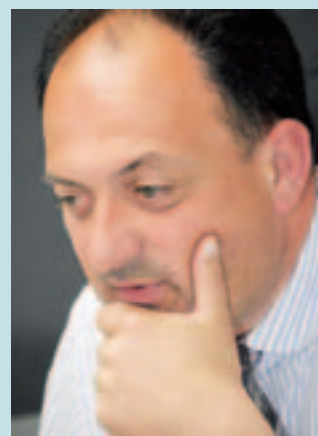
« L'habitat permanent est une question qui perdure depuis 20 ans. On ne va pas demain l'éradiquer, l'objectif n'est pas là. Mais il faut éviter qu'il ne devienne une alternative systématique pour ceux qui ne trouvent pas de logement, et tenter d'enrayer la croissance du nombre de résidents. »



© ASAP.

Willy Borsus (MR)
 Chef de groupe au parlement wallon, bourgmestre de Somme-Leuze

« Il y a des idées intéressantes dans cette actualisation mais certaines me heurtent. Primo, le plan ne prévoit pas de budget. Secundo, l'Aménagement du Territoire n'acceptera quasiment jamais de requalifier des zones de loisirs en zones d'habitat à caractère rural. Tertio, même si les mots sont pudiques, l'option est de vider ces sites. Humainement, juridiquement, et en terme de logements, c'est choquant et c'est une erreur. »



© D. RODENBACH.

Patrick Dupriez (Écolo) Député wallon

« Nonobstant la pertinence d'un certain nombre de mesures proposées, la vision qui guide le plan HP reste fondamentalement éradicatrice alors que nous savons qu'il n'y a pas aujourd'hui de solution de relogement pour ces personnes qui vivent dans des domaines et qui, le plus souvent, pour différentes raisons, souhaitent y rester. »



© BELGA.

Philippe Bontemps (CDH)

Bourgmestre de Durbuy
 « Le principe du plan HP est bon. Nous donnons la priorité aux familles précarisées. Le gros problème, c'est que nous manquons de moyens. Ce n'est pas tout de vouloir sortir les gens des campings. On se fixe, en outre, comme objectif, de raser les logements insalubres après. On en est à 50 sur cette législature. »



© F. HUMBLET.

Françoise Jeanmart (PS)

Bourgmestre de Hotton
 « Ce plan donne de bons résultats. Nous avons été confrontés à la fermeture d'un camp et on a dû s'organiser. Cela a permis de créer une dynamique. J'espère que les nouvelles mesures nous permettront de poursuivre le travail. L'accompagnement social est très important. »



© F. HUMBLET.

Claude Bultot (PS)

Bourgmestre de Hastière
 « Dans notre commune, l'habitat permanent concerne 20 % de la population. Ce plan HP, je le vois comme une bonne chose. Mais l'idéal serait de donner les moyens qui vont avec. Je pense au relogement de ces personnes. Dans notre commune, nous sommes dans l'incapacité de leur proposer un nouveau logement. »



© ASAP.

Raymond Douniaux (PS)

Bourgmestre de Couvin
 « Ces habitats permanents causent de nombreux problèmes. Nous devons sans cesse refuser des domiciliations et parfois cela pose problème. Chaque semaine nous envoyons des dizaines de mises en demeure à ce sujet. Par ailleurs, il y a un problème de sécurité. L'une de ces caravanes est par exemple quasi inaccessible pour le service incendie. » N. J., N. DZ. ET L. SC.



© ASAP.